

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 24688

Numéro SIREN : 832 936 025

Nom ou dénomination : KITTS

Ce dépôt a été enregistré le 05/03/2018 sous le numéro de dépôt 22431



1803024002

DATE DEPOT : 05/03/2018

NUMERO DE DEPOT : 2018R022431

N° GESTION : 2017B24688

N° SIREN : 832936025

DENOMINATION : KITTS

ADRESSE : 4 rue des Abbesses 75018 Paris

DATE ACTE : 18/01/2018

TYPE ACTE : Rapport du commissaire aux apports



KITTS

**Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 2 000 euros**

14 Rue des Abesses
75018 PARIS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
ETABLI LORS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL
DU 19 JANVIER 2018***

RCS PARIS 832 936 025

KITTS
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 2 000 euros
4 Rue des Abbesses
75018 PARIS

RCS PARIS 832 936 025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
ETABLI LORS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL
DU 19 JANVIER 2018

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les associés en date du 27 décembre 2017 concernant l'apport en nature de l'associé unique de la **SARL KITTS**, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L.223-33 du Code de Commerce.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et d'autre part, à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts sociales à émettre par la société bénéficiaire des apports.

1. Présentation de l'opération et description des apports

Il est réalisé par l'associé unique, une augmentation de capital d'un montant d'un million huit cent vingt mille euros (1 820 000 €) divisé en 1 820 000 parts sociales d'un euro et constitué d'apports en nature d'une valeur d'un million huit cent vingt mille euros.

Les apports en nature sont représentés par :

- ✓ 1 820 000 parts sociales que l'associé détient dans la **SARL MILLENIUM PARTICIPATIONS** ; RSC Paris 811 683 481 ; sise à PARIS (75003), 43 Rue Beaubourg, les apports de l'associé sont les suivants :

☞ Monsieur Mustapha SADIK

1 820 000 parts,

2. Diligences et appréciation de la valeur des apports

Nous avons procédé aux contrôles que nous avons estimés nécessaires, afin d'apprécier la consistance et l'évaluation des apports.

Nos travaux ont consisté à recueillir auprès de l'entreprise les éléments de compréhension de l'opération aux plans économique, juridique, fiscal et financier.

La valorisation de ces apports a été effectuée selon une traduction chiffrée des perspectives de l'activité et de la politique de développement envisagée par la société.

Nous nous sommes assurés, également, qu'il n'existait aucun élément susceptible de minorer l'évaluation des apports en nature.

La contrepartie de ces apports en nature, représentée par des parts sociales, est répartie entre les associés de la manière suivante :

✓ Apports en nature :

↳ Mustapha SADIK : un million huit cent vingt mille parts sociales,	1 820 000 parts,
↳ TOTAL DES APPORTS EN NATURE	1 820 000 parts

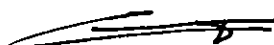
3. Conclusion

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports en nature s'élevant à un million huit cent vingt mille euros (1 820 000 €) n'est pas surévaluée.

Fait à Courbevoie, le 16 janvier 2018

**FIDUCIAIRE EURO
AUDIT ET EXPERTISE**

Frédéric CAMPANA
Commissaire aux Apports





1803024001

DATE DEPOT : 05/03/2018

NUMERO DE DEPOT : 2018R022431

N° GESTION : 2017B24688

N° SIREN : 832936025

DENOMINATION : KITTS

ADRESSE : 4 rue des Abbesses 75018 Paris

DATE ACTE : 19/01/2018

TYPE ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

af selon 2018 EALAU / ITJ
RK selon 2018
06 selon 2018

AB24688

« KITTS »

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 2.000 EUROS

SIEGE SOCIAL A PARIS (75018)
Rue des Abbesses n°4

832 936 025 RCS PARIS

0000000

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
05 MARS 2018
Sous le N° : R2243A

PROCÈS VERBAL DES DECISIONS EXTRAORDINAIRES
DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 19 JANVIER 2018

Monsieur Mustapha SADIK, associé unique et Gérant de la société «KITTS», a pris conformément aux dispositions statutaires de la Société, les décisions suivantes concernant l'ordre du jour ci-après :

ORDRE DU JOUR

- Approbation de l'apport de titres consentis par Monsieur Mustapha SADIK et de son évaluation.
- Augmentation de capital d'un montant de 1.820.000 euros en vue de rémunérer l'apport susvisé.
- Modifications corrélatives des articles 6 et 7 des statuts de la Société ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

DECISIONS

PREMIERE DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance :

- du traité d'apport en date du 19 janvier 2018, aux termes duquel Monsieur Mustapha SADIK fait apport à la Société de :

- 1.820.000 parts qu'il délient dans le capital de la société « MILLENIUM PARTICIPATIONS », société à responsabilité limitée au capital de 3.640.000 euros, dont le siège social est situé à PARIS (75003), Rue Beaubourg n°43 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 811 683 481,

Ledit apport qu'il évalue à

1.820.000 €

L'Apport évalué à la somme globale d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €) EUROS est consenti moyennant l'attribution à Monsieur Mustapha SADIK d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000) parts sociales de la société «KITTS», à la valeur nominale de UN (1) EURO.

- du rapport du cabinet « FIDUCIAIRE EURO AUDIT », Commissaire aux apports désigné par décision de l'associé unique en date du 27 décembre 2017.

Approuve cet apport ainsi que son évaluation.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux apports, décide, à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la première résolution d'augmenter le capital social d'un montant d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €) EUROS pour le porter de DEUX MILLE (2.000) EUROS à UN MILLION HUIT CENT VINGT DEUX MILLE (1.822.000 €) EUROS par la création d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000) parts sociales nouvelles d'UN (1) euro de nominal chacune, entièrement libérées, numérotées de 2.001 à 1.822.000 et attribuées à Monsieur Mustapha SADIK, Associé unique de la Société.

Les parts sociales nouvelles seraient dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital entièrement assimilées aux parts anciennes. Elles jouiraient des mêmes droits et seraient soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

TROISIEME DECISION

L'Associé unique de la Société, décide compte tenu de la réalisation définitive de l'augmentation de capital dans les conditions visées aux résolutions précédentes, de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui seront libellés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté à la fin de cet article le paragraphe suivant :

« Lors de l'augmentation de capital décidée par l'associé unique en date du 19 janvier 2018, il a été apporté en nature la somme d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €) EUROS correspondant à l'apport des droits sociaux suivants :

- *1.820.000 parts que Monsieur Mustapha SADIK détient dans le capital de la société « MILLENIUM PARTICIPATIONS », société à responsabilité limitée au capital de 3.640.000 euros, dont le siège social est situé à PARIS (75003), Rue Beaubourg n°43 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 811 683 481,*

Ledit apport qu'il évalue à 1.820.000 €

L'Apport évalué à la somme globale d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €) EUROS est consenti moyennant l'attribution à Monsieur Mustapha SADIK d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000) parts sociales de la société «KITTS», à la valeur nominale de UN (1) EURO.

L'évaluation des apports en nature ci-dessus a été effectuée au vu d'un rapport établi par Le cabinet « FIDUCIAIRE EURO AUDIT », Commissaire aux apports, désigné par l'associé unique.

La Société étant soumise à l'impôt sur les sociétés, l'apport de Monsieur Mustapha SADIK est placé sous le régime du report d'imposition des plus-values prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

Monsieur Mustapha SADIK s'engage à conserver les litres reçus en représentation de l'apport.

La Société s'engage également à conserver les litres qui lui ont été transférés pendant une période de trois ans à compter de la date de l'apport. »

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION HUIT CENT VINGT DEUX MILLE (1.822.000 €) EUROS divisé en UN MILLION HUIT CENT VINGT DEUX MILLE (1.822.000) PARTS SOCIALES d'UN EURO (1 €) chacune de valeur nominale, numérotées de 1 à 1.822.000, entièrement souscrites et libérées, attribuées intégralement à l'associé unique Monsieur Mustapha SADIK.»

QUATRIEME DECISION

L'Associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait, ou d'une copie du présent acte à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicités et de dépôts prescrites par la loi.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé unique et Gérant après lecture.


Monsieur Mustapha SADIK
Associé unique et Gérant

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-LAZARE
Le 25/01 2018 Dossier 2018 03788, référence 2018 A 01422
Enregistrement : 500 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
L'Agent administratif des finances publiques

Catherine HAMON
Agente des Finances Publiques



TRAITE D'APPORT

Entre les soussignés :

Monsieur Mustapha SADIK, demeurant à PARIS (75018), rue des Abbesses n°4,

Né le 22 septembre 1970
A CASABLANCA (MAROC)
De nationalité Française,

Célibataire et non titulaire d'un pacte civil de solidarité.

Ci-après dénommé l'« Apporteur »
D'une part,

Et :

La société « KITTS », société à responsabilité limitée au capital social de 2.000 € et dont le siège social est situé à (75018) PARIS, Rue des Abbesses n°4 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 832 936 025, représentée par son gérant Monsieur Mustapha SADIK, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé le « Bénéficiaire »
D'autre part,

Ci-après, l'Apporteur et le Bénéficiaire sont dénommés collectivement « Parties », et individuellement « Partie ».

PREAMBULE :

L'Apporteur est propriétaire des droits sociaux énumérés à l'article 2 ci-après.

Le Bénéficiaire a pour objet :

- « L'achat, la vente, le conseil, le marketing l'importation, l'exportation, la représentation, le négoce, de tous biens et services ;
- Une activité d'agent commercial ;
- Toutes prises de participations, dans toutes sociétés, groupements ou entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières ;
- La gestion, l'achat, la vente de ces participations ou de biens immobiliers, par tous moyens à sa convenance ;
- L'animation des participations ;
- Toutes activités ayant trait au conseil en matière financière, de gestion ou d'organisation administrative, informatique et commerciale ; toutes prestations de services s'y rapportant ;

- Toutes opérations de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement aux activités spécifiées ci-dessus ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement. »

L'Apporteur est convenu d'apporter au Bénéficiaire, les droits sociaux énumérés à l'article 2.

IL EST CONVENU QUE :

Article 1 : DEFINITIONS

Les mots et expressions commençant par une majuscule ont la signification qui leur est donnée ci-après :

Apport Désigne les apports de l'article 2.

Titres Désigne les droits sociaux apportés par l'Apporteur, tels que visés à l'article 2.

Article 2 : NATURE DES APPORTS

L'Apporteur apporte en nature au Bénéficiaire, sous les garanties ordinaire de fait et de droit, la pleine propriété des droits sociaux suivants :

- 1.820.000 parts qu'il délient dans le capital de la société « MILLENIUM PARTICIPATIONS », société à responsabilité limitée au capital de 3.640.000 euros, dont le siège social est situé à PARIS (75003), Rue Beaubourg n°43 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 811 683 481,

Ledit apport qu'il évalue à 1.820.000 €

L'Apport évalué à la somme globale d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €) EUROS est consenti moyennant l'attribution à Monsieur Mustapha SADIK d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000) parts sociales de la société «KITTS», à la valeur nominale de UN (1) EURO.

Article 3 : VALORISATION DES APPORTS

L'Apport de Monsieur Mustapha SADIK est évalué à la somme globale d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €) EUROS.

Article 4 : REMUNERATION DES APPORTS

L'Apport évalué à la somme globale d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €) EUROS est consenti net de tout passif, et moyennant l'attribution à l'Apporteur d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000) parts sociales du Bénéficiaire d'UN EURO (1 €) de valeur nominale chacune.

Ces UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000) parts sociales sont souscrites par l'Apporteur et portent jouissance à compter de la date d'augmentation de capital, qui intervient concomitamment à la signature du présent traité.

Article 5 : ORIGINE DE PROPRIETE

L'Apporteur déclare que les Titres lui appartiennent pour les avoir souscrits lors de la constitution de la société.

Article 6 : PROPRIETE – JOUISSANCE

Les droits sociaux décrits à l'article 2 porteront jouissance au profit du Bénéficiaire à compter de ce jour et seront la propriété de ce dernier à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport.

Article 7 : DECLARATIONS GENERALES

L'Apporteur déclare, pour ce qui le concerne que la société dont les droits sociaux sont apportés n'a jamais été et n'est pas en état de cessation des paiements et ne fait l'objet d'aucune procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ou procédure de règlement amiable.

L'Apporteur déclare que l'ensemble des engagements pris par lui à titre personnel dans le cadre de la possession des titres sont transférés du fait de l'apport à la société « KITTS ».

Article 8 : REGIME JURIDIQUE ET FISCAL DE L'APPORT

Le Bénéficiaire étant soumis à l'impôt sur les sociétés, l'apport de titres par Monsieur Mustapha SADIK est placé sous le régime du report d'imposition des plus-values prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

Le Bénéficiaire s'engage également à conserver les titres qui lui ont été transférés pendant une période de trois ans à compter de la date de l'apport.

Article 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

1. Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture l'apport des Titres, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par le Bénéficiaire.

2. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les Parties font élection de domicile aux lieux indiqués en tête des présentes.

3. Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

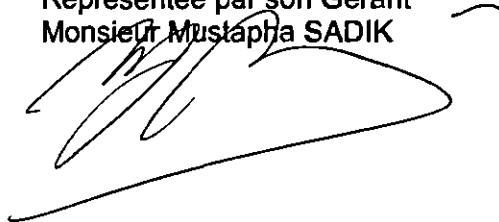
- aux soussignés à l'effet de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des Apports, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à PARIS
Le 14-01-2018
En douze exemplaires

Monsieur Mustapha SADIK



La société «KITTS»
Représentée par son Gérant
Monsieur Mustapha SADIK





KITTS

**Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 2 000 euros**

**14 Rue des Abesses
75018 PARIS**

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
ETABLI LORS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL
DU 19 JANVIER 2018***

RCS PARIS 832 936 025

KITTS
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 2 000 euros
4 Rue des Abbesses
75018 PARIS

RCS PARIS 832 936 025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
ETABI LORS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL
DU 19 JANVIER 2018

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les associés en date du 27 décembre 2017 concernant l'apport en nature de l'associé unique de la **SARL KITTS**, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L.223-33 du Code de Commerce.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et d'autre part, à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des parts sociales à émettre par la société bénéficiaire des apports.

1. Présentation de l'opération et description des apports

Il est réalisé par l'associé unique, une augmentation de capital d'un montant d'un million huit cent vingt mille euros (1 820 000 €) divisé en 1 820 000 parts sociales d'un euro et constitué d'apports en nature d'une valeur d'un million huit cent vingt mille euros.

Les apports en nature sont représentés par :

- ✓ 1 820 000 parts sociales que l'associé détient dans la **SARL MILLENIUM PARTICIPATIONS** ; RSC Paris 811 683 481 ; sise à PARIS (75003), 43 Rue Beaubourg, les apports de l'associé sont les suivants :

↳ Monsieur Mustapha SADIK

1 820 000 parts,

2. Diligences et appréciation de la valeur des apports

Nous avons procédé aux contrôles que nous avons estimés nécessaires, afin d'apprécier la consistance et l'évaluation des apports.

Nos travaux ont consisté à recueillir auprès de l'entreprise les éléments de compréhension de l'opération aux plans économique, juridique, fiscal et financier.

La valorisation de ces apports a été effectuée selon une traduction chiffrée des perspectives de l'activité et de la politique de développement envisagée par la société.

Nous nous sommes assurés, également, qu'il n'existait aucun élément susceptible de minorer l'évaluation des apports en nature.

La contrepartie de ces apports en nature, représentée par des parts sociales, est répartie entre les associés de la manière suivante :

✓ Apports en nature :

↳ Mustapha SADIK : un million huit cent vingt mille parts sociales,	1 820 000 parts,
↳ TOTAL DES APPORTS EN NATURE	1 820 000 parts

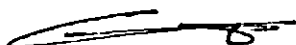
3. Conclusion

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports en nature s'élevant à un million huit cent vingt mille euros (1 820 000 €) n'est pas surévaluée.

Fait à Courbevoie, le 16 janvier 2018

**FIDUCIAIRE EURO
AUDIT ET EXPERTISE**

Frédéric CAMPANA
Commissaire aux Apports





1803024003

DATE DEPOT : 05/03/2018

NUMERO DE DEPOT : 2018R022431

N° GESTION : 2017B24688

N° SIREN : 832936025

DENOMINATION : KITTS

ADRESSE : 4 rue des Abbesses 75018 Paris

DATE ACTE : 19/01/2018

TYPE ACTE : Statuts mis à jour

« KITTS »

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 1.822.000 EUROS

SIEGE SOCIAL A PARIS (75018)
Rue des Abbesses n°4

832 936 025 RCS PARIS

oooOooo

STATUTS MIS A JOUR

A Paris
Le 19.01.2018

Certifiée conforme


Le Gérant

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Mustapha SADIK, demeurant à PARIS (75018), rue des Abbesses
n°4,

Né le 22 septembre 1970
A CASABLANCA (MAROC)
De nationalité Française,

**A ETABLI AINSI QU'IL SUIT, LES STATUTS DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE
LIMITEE QU'IL A CONVENU DE CONSTITUER :**

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par le propriétaire des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

La Société sera également régie par toutes nouvelles dispositions légales ou réglementaires qui s'appliqueront automatiquement, même s'il n'a pas été procédé à la modification des statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet directement en France et dans tous pays :

- L'achat, la vente, le conseil, le marketing l'importation, l'exportation, la représentation, le négoce, de tous biens et services ;
- Une activité d'agent commercial ;
- Toutes prises de participations, dans toutes sociétés, groupements ou entreprises industrielles, commerciales, financières ou immobilières ;
- La gestion, l'achat, la vente de ces participations ou de biens immobiliers, par tous moyens à sa convenance ;
- L'animation des participations ;
- Toutes activités ayant trait au conseil en matière financière, de gestion ou d'organisation administrative, informatique et commerciale ; toutes prestations de services s'y rapportant ;
- Toutes opérations de quelque nature que ce soit ayant trait directement ou indirectement aux activités spécifiées ci-dessus ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est :

« KITTTS »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

**PARIS (75018)
Rue des Abbesses n°4**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à **99** années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est fait apport à la Société, exclusivement en numéraire, la somme totale de **DEUX MILLE EUROS (2.000 €)**, comme suit :

- Monsieur Mustapha SADIK la somme de DEUX MILLE EUROS ...	2.000 EUROS
	<hr/>
TOTAL ...	2.000 EUROS

Ladite somme a été intégralement versée au compte ouvert à la banque CIC Agence RASPAIL à Paris (75007) bd Raspail n°2,

Cette somme sera restituée au Gérant de la Société sous les conditions prévues aux articles L 223-8 alinéa 1 du Code du Commerce et R 223-4 sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège attestant l'immatriculation de celle-ci au registre du Commerce et des Sociétés.

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'associé unique en date du 19 janvier 2018, il a été apporté en nature la somme d'**UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €)** EUROS correspondant à l'apport des droits sociaux suivants :

- 1.820.000 parts que Monsieur Mustapha SADIK détient dans le capital de la société « MILLENIUM PARTICIPATIONS », société à responsabilité limitée au capital de 3.640.000 euros, dont le siège social est situé à PARIS (75003), Rue Beaubourg n°43 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 811 683 481,

Ledit apport qu'il évalue à **1.820.000 €**

L'Apport évalué à la somme globale d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000 €) EUROS est consenti moyennant l'attribution à Monsieur Mustapha SADIK d'UN MILLION HUIT CENT VINGT MILLE (1.820.000) parts sociales de la société «KITTS», à la valeur nominale de UN (1) EURO.

L'évaluation des apports en nature ci-dessus a été effectuée au vu d'un rapport établi par le cabinet « FIDUCIAIRE EURO AUDIT », Commissaire aux apports, désigné par l'associé unique.

La Société étant soumise à l'impôt sur les sociétés, l'apport de Monsieur Mustapha SADIK est placé sous le régime du report d'imposition des plus-values prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

Monsieur Mustapha SADIK s'engage à conserver les titres reçus en représentation de l'apport.

La Société s'engage également à conserver les titres qui lui ont été transférés pendant une période de trois ans à compter de la date de l'apport.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION HUIT CENT VINGT DEUX MILLE (1.822.000 €) EUROS divisé en UN MILLION HUIT CENT VINGT DEUX MILLE (1.822.000) PARTS SOCIALES d'UN EURO (1 €) chacune de valeur nominale, numérotées de 1 à 1.822.000, entièrement souscrites et libérées, attribuées intégralement à l'associé unique Monsieur Mustapha SADIK.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

II - Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

III - Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 10 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en nature ou en numéraire. Elles ne peuvent représenter des apports en industrie, sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des litres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de le représenter.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-proprétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 13 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposé au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

En cas de pluralité d'associés, les parts ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, entre associés ou à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec la cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputée acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un

ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint survivant ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires.

ARTICLE 14 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE - ASSOCIE UNIQUE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

En cas de réunion dans une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 15 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le premier gérant de la Société est :

Monsieur Mustapha SADIK, demeurant à PARIS (75018), rue des Abbesses n°4,

Né le 22 septembre 1970
A CASABLANCA (MAROC)
De nationalité Française,

présent et intervenant qui déclare accepter ses fonctions. Il est nommé pour une durée illimitée.

Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée. Le gérant sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation.

Il déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L.223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet des dites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts

auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par consultation écrite des associés ou par consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-proprétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.
- par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 21 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTRÔLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée de douze mois, qui commence le 1^{er} JANVIER et finit le 31 DECEMBRE de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 DECEMBRE 2018.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévue par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieure au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 24 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 25 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 26 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut être transformée en société civile, en société en nom collectif, en commandite simple ou par actions, si elle comporte le nombre minimum d'associés requis par la forme de la société qu'elle entend adopter.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts que si la Société a fait approuver par les associés le rapport d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes désignés en justice sur la valeur des biens composant le capital social.

ARTICLE 27 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois-quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.